



## CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 11 FÉVRIER 2021

L'an deux mille vingt et un, le onze février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénaïc, BODENEZ Guillaume, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

### **Secrétaire de séance**

POUPON Julien

### **Excusés**

SOUDON Chantal (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)  
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)  
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)  
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)  
NICOLAS Angélique (pouvoir à ROULLEAUX David)  
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)  
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)  
YVINEC Odile (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)

### **Absents**

CANN Joël, PHILIPPE Georges, GRALL Renaud

Conseil de Communauté du 11 février 2021  
Délibération n°DCC2021\_007

|              |   |
|--------------|---|
| <b>Objet</b> | <b>Création d'un emploi non permanent nécessaire à la réalisation d'un projet</b> |
| Rapporteur   | Bernard GOALEC  |
| Service      | Service Ressources Humaines   |
| Thème        | Ressources humaines   |

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

Introduit par la loi de transformation de la fonction publique et depuis le 29 février 2020, « le contrat de projet » est une nouvelle possibilité de recrutement sur emploi non permanent. Ce nouveau contrat a pour but de « mener à bien un projet ou une opération identifiée ». Il s'agit d'un contrat à durée déterminée dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération. Le contrat peut être conclu pour une durée minimale d'un an fixée par les parties dans la limite de six ans. Il est ouvert à toutes les catégories hiérarchiques (A, B et C) et tous secteurs confondus. Sont concernés les emplois non permanents, ils ne sont donc pas ouverts aux fonctionnaires, sauf par le biais du détachement. Ce type de contrat va permettre le recours à des agents contractuels sur la durée réelle du besoin.

Cette création de poste est motivée par la sélection de la Communauté en lien avec les communes de Landerneau et Daoulas au programme « Petites Villes de Demain ».

Ce programme de l'Etat, initié dans le cadre du Plan de relance, vise à donner aux élus des communes de moins de 20 000 habitants, et leur intercommunalité, qui exercent des fonctions de centralités, les moyens de concrétiser leurs projets de territoire pour conforter leur statut de villes dynamiques, où il fait bon vivre et respectueuses de l'environnement.

Les trois collectivités concernées ont dûment et conjointement exprimé leur candidature au programme le 16 novembre 2020, par courrier adressé au Préfet du Finistère. Cette candidature a été retenue.

Principales motivations des collectivités :

- avoir des capacités renforcées pour mener à bien une politique globale et volontariste de dynamisation (concernant les facteurs positifs) ou de redynamisation (concernant les fragilités) des pôles urbains structurants du territoire que sont Landerneau et Daoulas, moteurs d'une armature urbaine et d'un maillage territorial équilibré et pertinent, qui profitent à l'ensemble d'un bassin de vie de plus de 50 000 habitants ;
- disposer de nouveaux moyens d'ingénierie, d'expertise ou financiers pour renforcer l'attractivité économique et résidentielle de ces centralités, mais aussi pour répondre aux enjeux actuels et à venir en matière de mutations et de transitions à ces échelles, qu'elles soient économiques, sociales, ou environnementales.

Principaux engagements des collectivités :

- porter un projet de territoire intercommunal donnant un rôle central et structurant aux centralités, en priorisant les actions sur les deux pôles urbains de Landerneau et Daoulas ;
- poursuivre et consolider les projets et programmes déjà initiés en faveur de la dynamisation ou redynamisation des centralités ;
- engager de nouvelles démarches pour atténuer les fragilités de ces centralités, accompagner leurs mutations et améliorer leurs attractivités ;
- et plus globalement, engager durablement le territoire dans la résilience.

Nature du programme :

- o Objet : Dynamisation des centralités

- o Durée : 5 ans (2021-2026)
- o Financement : Etat et autres partenaires financiers

C'est pourquoi il est proposé de créer un emploi non permanent à temps complet de chef de projet «Petites Villes de Demain » pour une durée de 5 ans couvrant la période 2021-2026.

Poste : le chef de projet à l'échelle de l'intercommunalité, assurera des missions stratégiques de pilotage et de mise en œuvre du projet de revitalisation du territoire et de coordination avec les politiques, programmes et projets en cours dans les domaines variés : commerce, logement, mobilité, renouvellement urbain..., mais aussi le déploiement d'une OPAH-RU

Ces fonctions seront exercées par un contractuel relevant de la catégorie A, dans les conditions fixées à l'article 3-II de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

La rémunération est fixée dans la limite de l'indice terminal du grade d'attaché territorial. Celle-ci est fixée par l'autorité territoriale en prenant en compte les fonctions exercées, la qualification requise pour leur exercice et l'expérience de l'agent sélectionné.

Afin de garantir le respect du principe d'égal accès aux emplois publics, les recrutements en contrat de projet devront suivre à minima les grandes étapes de la procédure de recrutement des contractuels sur emploi permanent.

#### **DÉLIBÉRATION :**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 – article 3 II

Vu le décret 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 12 janvier 2021,

Vu l'avis favorable de la Commission Ressources du 29 janvier 2021

#### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article unique: Autorise la création de cet emploi et l'inscription au budget des crédits correspondants.**